

Département des Affaires Techniques

Service Développement & Urbanisme

Votre correspondant(e) :

Jacobs Anthony François Pietro

Tel. : 02 464 04 12

Fax : 02 464 04 92

Email : ajacobs@berchem.brussels

ACTEA, notaires associés

Rue Royale 163

1210 Saint-Josse-ten-Noode

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS URBANISTIQUES

Vos réf : 2240165 - Vente consorts MORTIER - LV

Nos réf. : DAT / 24 / MEM / AJA / RU/3838-2024

Date de dépôt de la demande : 28/02/2024

Madame, Monsieur,

Veillez trouver ci-joints les renseignements urbanistiques demandés concernant le bien sis Avenue Josse Goffin 191.

Le département de l'urbanisme est à votre disposition pour tout renseignement complémentaire via e-mail à l'adresse ru-si@berchem.brussels.

Si les renseignements urbanistiques ci-joints vous semblent incomplets ou erronés, il convient de nous le notifier endéans les 30 jours qui suivent la date d'envoi de ceux-ci. Au-delà de ce délai, toute modification des renseignements urbanistiques devra faire l'objet d'une nouvelle demande (payante) qui sera traitée dans un délai de 30 jours.

Veillez agréer, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées.

Service de l'urbanisme.

Nota Bene : à partir du 1 janvier 2019, la preuve du paiement anticipé devra obligatoirement être jointe à la demande de renseignements urbanistiques pour que celle-ci soit considérée comme complète.

RENSEIGNEMENTS URBANISTIQUES DELIVRES PAR LA COMMUNE

Région de Bruxelles-Capitale
Commune de Berchem-Sainte-Agathe

Vos références : 2240165 - Vente consorts MORTIER - LV
Nos références : DAT / 24 / AJA / RU/3838-2024
Annexe(s) : 2

Madame, Monsieur,

En réponse à votre demande de renseignements urbanistiques réceptionnée complète en date du 28/02/2024 concernant le bien sis avenue Josse Goffin 191, cadastré 21342B0155/00D000P0012, nous avons l'honneur de vous délivrer le présent document, dressé sous réserve des résultats de l'instruction approfondie à laquelle il serait procédé au cas où une demande de certificat d'urbanisme, de permis d'urbanisme ou de permis de lotir était introduite au sujet du bien considéré.

A. RENSEIGNEMENTS URBANISTIQUES RELATIFS AUX DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES REGIONALES ET COMMUNALES QUI S'APPLIQUENT AU BIEN :

1°) En ce qui concerne la destination :

Le bien se situe :

- Au Plan Régional d'Affectation du Sol (**PRAS**) approuvé par arrêté du Gouvernement du 3 mai 2001, en zone d'habitation à prédominance résidentielle ;
- Dans le périmètre du plan particulier d'affectation du sol **PPAS n°79A**, dénommé « Molineau », approuvé par Arrêté Royal en date du 16/04/1973
(voir plan et prescriptions en annexe)
- Le bien se situe dans le périmètre du permis de lotir **L42** délivré le 23/04/1969
(voir plan et prescriptions en annexe)

Les zones et les prescriptions littérales du PRAS et du PAD sont consultables sur le portail régional de l'urbanisme : <http://urbanisme.brussels>.

Le périmètre des PPAS et des PL sont consultables sur le site internet suivant : www.brugis.be, leur contenu est disponible, sur demande, auprès du service urbanisme de la commune.

2°) En ce qui concerne les conditions auxquelles une demande de permis ou de certificat d'urbanisme serait soumise:

- Les prescriptions du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire (**CoBAT**),
- Les prescriptions du **PRAS** précité ;
Le solde des superficies de bureaux et d'activités de production de biens immatériels admissibles (**CASBA**) est consultable à l'adresse internet suivante :
<http://www.casba.irisnet.be/PRAS/ListeMaille.htm> ;
- Les prescriptions du **PPAS** précité, sous réserve d'une abrogation implicite de certaines de ses dispositions* ;
- Les prescriptions du permis de lotir (**PL**) précité ;
- Les prescriptions du Règlement Régional d'Urbanisme (**RRU**), approuvé par l'arrêté du Gouvernement du 21 novembre 2006.

Les prescriptions du PRAS et des règlements régionaux d'urbanisme sont consultables sur le portail régional de l'urbanisme : <http://urbanisme.brussels>.

Le périmètre des PPAS, des PL et des RCU sont consultables sur le site internet suivant : www.brugis.be, leur contenu est disponible, sur demande, auprès du service urbanisme de la commune.

* Depuis l'entrée en vigueur du Plan Régional d'Affectation du Sol (PRAS) le 29.06.2001, toutes les prescriptions de PPAS antérieurs, non conformes au PRAS, sont implicitement abrogées.

3°) En ce qui concerne une expropriation éventuelle qui porterait sur le bien:

- A ce jour, l'administration communale n'a pas connaissance que le bien considéré est repris dans un **plan d'expropriation**.

4°) En ce qui concerne l'existence d'un périmètre de préemption :

- A ce jour, l'administration communale n'a pas connaissance que le bien considéré se situe dans un **périmètre de préemption**.

5°) En ce qui concerne les mesures de protection du patrimoine relatives au bien :

- Le bien ne fait pas l'objet de mesures de protection du patrimoine.

Par mesure transitoire, les immeubles qui ont fait l'objet d'une autorisation de bâtir ou d'une construction antérieure au 1er janvier 1932 sont considérés comme inscrits dans l'inventaire du patrimoine immobilier de la Région (article 333 du CoBAT).

Pour ce qui concerne les éventuelles « autorisations patrimoine », des informations peuvent être obtenues à la Région, auprès de la Direction des Monuments et des Sites.

6°) En ce qui concerne l'inventaire des sites d'activités inexploités :

- Le bien n'est pas repris à l'inventaire des **sites d'activités inexploités** ;

7°) En ce qui concerne l'existence d'un plan d'alignement :

- La voirie le long de laquelle se situe le bien a fait l'objet d'un plan d'alignement établi par le plan particulier d'affectation du sol (PPAS) n° 79A approuvé par Arrêté Royal en date du 16/04/1973;

8°) Autres renseignements:

- Le bien n'est pas compris dans un **contrat de quartier**
- Le bien n'est pas compris dans un **contrat de rénovation urbaine**
- Le bien ne se situe pas en zone d'Espace de développement renforcé du logement et de la rénovation (**EDRLR**);
- Le bien ne se situe pas dans le périmètre de la **Zone de Revitalisation Urbaine** ;
- Le bien ne se situe pas à proximité directe d'un site visé par l'ordonnance du 1^{er} mars 2012 relative à la **conservation de la nature** (réserve naturelle, réserve forestière ou zone Natura 2000);
- Afin de savoir dans quelle catégorie le bien est repris à l'inventaire de l'**état du sol** au sens de l'article 3, 15° de l'ordonnance du 5 mars 2009 relative à la gestion et à l'assainissement des sols pollués, des renseignements peuvent être pris auprès de l'IBGE, Site Tour & Taxi, Avenue du Port 86c/3000 à 1000 Bruxelles ou via son site internet : www.bruxellesenvironnement.be ;
- Afin de vérifier si le bien est grevé d'une servitude pour canalisation pour **transport de**

produits gazeux dans le cadre de la loi du 12 avril 1965, des renseignements peuvent être pris auprès de Fluxys Belgium SA, Avenue des Arts 31 à 1040 Bruxelles;

- En ce qui concerne une éventuelle question de zones inondables, nous vous invitons à prendre contact avec Bruxelles-Environnement (IBGE) ;
- En ce qui concerne une éventuelle question de sécurité, de salubrité et d'équipement des logements, nous vous invitons à prendre contact avec la DIRL ;
- En ce qui concerne une éventuelle question d'égouttage, nous vous invitons à prendre contact avec VIVAQUA ;
- Des cartes relatives aux inondations pour la Région bruxelloise peuvent être consultées à l'adresse internet suivante : <https://environnement.brussels/thematiques/eau/leau-bruxelles/eau-de-pluie-et-inondation/cartes-relatives-aux-inondations-pour-la>. Ces cartes n'ont toutefois aucune valeur réglementaire et n'ont qu'une portée indicative ;

B. AU REGARD DES ELEMENTS ADMINISTRATIFS A NOTRE DISPOSITION, CI-DESSOUS, LES RENSEIGNEMENTS URBANISTIQUES COMPLEMENTAIRES DESTINES AU TITULAIRE D'UN DROIT REEL QUI A L'INTENTION DE METTRE EN VENTE OU EN LOCATION POUR PLUS DE NEUF ANS LE BIEN IMMOBILIER SUR LEQUEL PORTE CE DROIT OU DE CONSTITUER SUR CELUI-CI UN DROIT D'EMPHYTHEOSE OU DE SUPERFICIE, OU A LA PERSONNE QUE CE TITULAIRE MANDATE POUR CE FAIRE :

1°) En ce qui concerne les autorisations, permis et certificats :

- **Autorisation / permis d'urbanisme/ permis d'environnement/ certificat :**

Urbanisme

N° de dossier	Objet	Décision	Date	Autorité délivrante	Durée limitée	Prorogation
AB 2986	APPARTEMENTS GÉBOUW	Délivré	17/01/1972			

La description des travaux autorisés et les éventuelles conditions d'octroi sont accessibles, sur demandes, auprès de l'autorité délivrante (commune ou Région).

2°) En ce qui concerne :

- La destination urbanistique licite de ce bien :

Bâtiment	Localisation	Destination	Nombre	Commentaire
immeuble à appartements	Sous-sol	Logement (locaux annexes)		4 garages + 2 emplacements + caves + local poubelle + chaufferie
	Rez-de chaussée	Logement	2	Appartement simplex 2 chambres
	1er étage	Logement	2	Appartement simplex 2 chambres
	2ème étage	Logement	2	Appartement simplex 2 chambres
	3ème étage	Logement	2	Appartement simplex 2 chambres
	4ème étage	Logement	2	Appartement simplex 2 chambres
	5ème étage	Logement	2	Appartement simplex 2 chambres
	6ème étage	Logement	2	Appartement simplex 1 chambre
	En fond de parcelle	Logement (locaux annexes)	5	5 boxes de garage

- Nombre de logements : **14**

3°) En ce qui concerne les constats d'infraction :

- Le bien n'a fait l'objet d'aucun constat d'infraction.

L'absence d'établissement d'un constat d'infraction ne permet pas de présumer de l'absence d'infraction.

Observations complémentaires :

Description du bien, tel que connu par nos services :

Bâtiment	Gabarit	Remarque
immeuble à appartements	R + 6 + ss	5 boxes de garage en fond de parcelle

Immeuble à appartements

7 niveaux (rez-de-chaussée compris) + sous-sol (avec garages) + garages en fond de parcelle

Toiture plate

Largeur de façade : 14m00

Profondeur de bâtisse : 15m00

Zone de cour

Fait à Berchem-Sainte-Agathe, le 26.03.2024

Par le Collège,

La Secrétaire communale, f.f.

Le Bourgmestre,



Fabienne DEMAURY

Christian LAMOULINE.

Remarques :

1. Les renseignements urbanistiques fournis sont valables à la date du présent courrier. Une modification ultérieure de la législation ou la fourniture de nouvelles preuves d'occupation peuvent avoir pour conséquence de modifier les informations fournies.
2. Le présent document ne dispense pas de se rendre titulaire du permis d'urbanisme pour l'exécution de travaux ou l'accomplissement d'actes énumérés à l'article 98, § 1 du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire (CoBAT) ou par un règlement d'urbanisme conformément à l'article 98, § 2 du même Code, ou du permis de lotir exigé par l'article 103 du même Code.
3. Toute personne peut prendre connaissance auprès du service urbanisme de la commune du contenu des demandes de certificat ou de permis d'urbanisme ou de lotir introduites ou des certificats et permis délivrés, et obtenir copie des éléments communicables en vertu de l'ordonnance du 18 mars 2004 sur l'accès à l'information relative à l'environnement et à l'aménagement du territoire dans la Région de Bruxelles-Capitale.
4. Des copies ou extraits des projets de plans ou des plans approuvés, des permis de lotir non périmés, des plans d'alignement et des règlements d'urbanisme peuvent être obtenus auprès de l'administration communale. Celle-ci est susceptible de demander des frais relatifs à la délivrance de ces documents.
5. Le descriptif sommaire n'engage en rien la commune dès lors que celle-ci n'intervient pas dans son élaboration.

ST AGATHA-BERCHEM

VERKAVELINGSVERGUNNING 42

(Provincie B r a b a n t)

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van het Schepencollege

ZITTING van 15. 4. 69 19.....

Aanwezig : V. GUNS burgemeester-voorzitter ;
A. PERCQUE, G. COTEUR, F. MAYENCE schepenen ;
 en W. BAERT secretaris.

HET COLLEGE VAN BURGEMEESTER EN SCHEPENEN,

Gelet op de aanvraag ingediend door M. KERKFABRIEK VAN SINT MARTINUS
 met betrekking tot een verkaveling aan te leggen te Josse Goffinlaan ;

Overwegende dat het bewijs van ontvangst van die aanvraag de datum draagt van 25/3/1969 ;

Gelet op de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw ;

Gelet op artikel 90, 8° van de gemeentewet, zoals het bij artikel 71 van voornoemde wet gewijzigd is ;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 april 1962 betreffende de behandeling van de verkavelingsaanvragen ;

(1) Overwegende dat er voor het grondgebied waar de verkaveling gelegen is, een bij koninklijk besluit van 30/10/1961 goedgekeurd bijzonder plan van aanleg bestaat ;

(2) Gelet op de gemeentelijke bouwverordening ;

BESLUIT :

ARTIKEL 1. — De verkavelingsvergunning wordt afgegeven aan M. KERKFABRIEK VAN ST MARTINUS die ertoe gehouden is :

- " de verkavelingsvergunning wordt slechts verleent voor de loten Josse Goffinlaan en slechts op voorwaarde dat de garages achter de gebouwen zouden gevestigd worden en dat er maar één ingang zou zijn langs de Josse Goffinlaan".
- de daken der autoboxes dienen versierd te worden met groene roofing.

ART. 2. — Een afschrift van dit besluit wordt gezonden aan de aanvrager evenals aan de gemachtigde ambtenaar van het Bestuur van de Stedenbouw en de Ruimtelijke Ordening, voor de eventuele uitoefening van het schorsingsrecht dat bij de wet aan laatstgenoemde is toegekend.

Gedaan in bovenvermelde zitting.

VANWEGE HET COLLEGE :

Bij verordening :
 De Secretaris,
 (get.) W. BAERT.

(get.) De Voorzitter,
V. GUNS

VOOR EENSLUIDEND UITTREKSEL :

Afgeleverd op 19.....

 De Gemeentesecretaris.

 De Burgemeester.

ART. 56. — Niemand mag een perceel, begrepen in een verkaveling voor woningbouw, vrijwillig te koop stellen of verkopen, tenzij het college van burgemeester en schepenen voor die verkaveling vooraf een schriftelijke en uitdrukkelijke vergunning heeft verleend.

Wanneer een verkaveling de aanleg van nieuwe straten inhoudt, kan het College geen vergunning verlenen dan na een besluit van de gemeenteraad betreffende het tracé van die straten. Dat besluit is niet onderworpen aan het advies van de Bestendige Deputatie van de provinciale raad en de goedkeuring van de Koning, voorgescreven in artikel 76 van de gemeentewet.

ART. 57. — De bepalingen van artikel 44, derde lid, alsmede van de artikelen 45, 46, 48, 53, 54 en 55 zijn van toepassing op de verkavelingsvergunning. De termijn gesteld in artikel 54, eerste lid, wordt evenwel verdubbeld.

Het college kan de vergunningaanvraag aan de Commissie van advies voorleggen.

ART. 58. — Het schepencollege of de gemeenteraad, alsmede de gemachtigde ambtenaar in het geval van artikel 45, kunnen aan de afgifte van de vergunning de lasten verbinden die zij aan de aanvrager menen te moeten opleggen, met name de uitvoering, op zijn kosten, van alle werken tot uitrusting van de aan te leggen straten en het bestemmen van gronden voor groene ruimten, openbare gebouwen en overheidsdiensten.

ART. 46. — Wanneer voor het grondgebied waar het perceel gelegen is, een door de Koning goedgekeurd bijzonder plan van aanleg bestaat, wordt een afschrift van de vergunning samen met het dossier gezonden aan de gemachtigde ambtenaar, die nagaat of de vergunning overeenstemt met het plan van aanleg.

In geval van niet-overeenstemming schorst de gemachtigde ambtenaar de beslissing van het college en geeft daarvan kennis aan het college en aan de aanvrager. Heeft de Koning beslist het bijzonder plan te herzien, dan kan de gemachtigde ambtenaar insgelijks schorsen, indien de voorgenomen werken een behoorlijke plaatselijke aanleg in het gedrang kunnen brengen. Binnen veertig dagen na de kennisgeving wordt de beslissing zo nodig door de Koning vernietigd. Heeft vernietiging binnen de termijn niet plaats, dan is de schorsing opgeheven.

Dezelfde regels gelden voor de aanvragen om vergunning tot bouwen binnen de omtrek van een behoorlijk vergunde verkaveling.

ART. 53. — wordt de aanvraag op het gemeentehuis neergelegd. Indien het dossier volledig is, wordt dadelijk een ontvangbewijs afgegeven.

De aanvraag kan ook bij ter post aangetekende brief worden gedaan; binnen vijf dagen na ontvangst ervan zendt de gemeente aan de aanvrager bij ter post aangetekend schrijven een ontvangbewijs of deelt zij hem op dezelfde wijze mede dat zijn dossier niet volledig is.

De Minister bepaalt aan welke voorwaarden een dossier moet voldoen om als volledig te worden beschouwd.

ART. 54. — Van de beslissing van het college tot verlening of weigering van de vergunning wordt aan de aanvrager bij ter post aangetekende brief kennis gegeven binnen vijftien dagen na de datum van het ontvangbewijs.

Heeft de aanvrager na verloop van die termijn geen kennisgeving van de beslissing van het college of van een schorsingsbeslissing van de gemachtigde ambtenaar ontvangen, dan mag hij, vijftien dagen na zulks bij ter post aangetekende brief aan de gemachtigde ambtenaar te hebben laten weten, en voor zover deze hem geen weigeringsbeslissing ter kennis brengt, met de werken beginnen, mits hij zich gedraagt naar de aanwijzingen van het door hem ingediende dossier.

De Koning bepaalt de vorm van de vergunningen, van de beslissingen tot weigering van de vergunningen en van de schorsingsbeslissingen van de gemachtigde ambtenaar, evenals de regels voor de toepassing van de artikelen 45, 46 en 49.

ART. 55. — De aanvrager kan binnen dertig dagen na kennisgeving van de beslissing van het schepencollege of van de afwijzen- de beslissing van de gemachtigde ambtenaar, bedoeld in het tweede lid van artikel 54, van die beslissing in beroep komen bij de Bestendige Deputatie.

Van de beslissing van de Bestendige Deputatie wordt aan de aanvrager kennis gegeven binnen zestig dagen na de datum van afgifte bij de post van de aangetekende brief die het beroep bevat.

De aanvrager kan, binnen dertig dagen na kennisgeving van de beslissing van de Bestendige Deputatie, of, bij gebreke van die kennisgeving, na het verstrijken van de termijn waarbinnen deze plaats moest hebben, in beroep komen bij de Koning.

Wordt van de beslissing van de Koning geen kennis gegeven binnen zestig dagen na afgifte bij de post van de aangetekende brief die het beroep bevat, dan kan de aanvrager bij aangetekende brief de zaak aan de Minister in herinnering brengen.

Indien de Koning zijn beslissing niet heeft doen kennen bij het verstrijken van een nieuwe termijn van dertig dagen ingaande op de datum van deze herinneringsbrief, kan de aanvrager zonder verdere formaliteiten overgaan tot de uitvoering van de werken, met inachtneming van de gegevens van het dossier dat hij heeft ingediend.

De beslissingen van de Bestendige Deputatie en van de Koning zijn met redenen omkleed.

De aanvrager of zijn raadsman worden desgewenst gehoord door de Bestendige Deputatie of door de Minister.

BELANGRIJKE OPMERKING

Door deze vergunning is de houder ervan niet ontheven van de verplichting, de eventueel vereiste andere vergunningen aan te vragen, inzonderheid eventueel die van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen.

Ontvangen besluit van toezicht
in plannen de 29/4/69

[Handwritten signature]

